Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 74 (1982)
Heft: 3

Artikel: Rupture et transition
Autor: Kappeler, Beat
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-386094

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Rupture et transition

par Beat Kappeler[1]

Il y aura bientôt cent ans, les fondateurs du Parti socialiste suisse se sont donné comme objectif la rupture avec le capitalisme. Depuis, notre parti a beaucoup changé et le capitalisme s'est affublé de son côté de nouveaux masques. C'est pourquoi nous devons reviser notre programme. Mais le but reste la rupture.

Avec quoi voulons-nous rompre? La figure caricaturale du capitaliste en pantalons rayés et haut-de-forme reflète un des aspects de la réalité: la dictature de ceux qui détiennent les moyens de production. S'appropriant le fruit du travail des autres, ils possèdent des fabriques, des machines et, vivant en général dans le luxe, disposent de tout cela à leur gré.

Mais le capitalisme est encore bien plus que cela. C'est une façon de vivre, un comportement déterminé des hommes les uns envers les autres et face à la nature; ce qui prévaut, c'est toujours l'accroissement de la production, la rationalisation, l'abrutissement par la publicité, la fabrication en série d'objets anonymes et de plus en plus artificiels. Et pour cela, on puise aveuglément dans les réserves de matières premières, on licencie les travailleurs, l'artisanat et le petit commerce sombrent, le produit cesse d'être le but du travail pour devenir un pur moyen. La solidarité humaine disparaît, les denrées alimentaires nocives sont la règle, nous vivons plus que jamais dans la hâte malgré une extraordinaire progression de la productivité, nous sommes submergés de marchandises mais nous ne sommes sûrs ni de notre travail, ni de notre logement. Nombreux sont les domaines de notre vie qui sont soumis à une gestion centrale de l'Etat ou des milieux économiques. Pour rompre avec le premier aspect du capitalisme, notre projet de programme propose l'autogestion: la démocratie au lieu de la dictature dans les entreprises, dans l'appareil d'Etat, la culture, etc. Le mot d'ordre «Désignez votre chef vous-mêmes!» n'est pas seulement valable pour les Polonais, il nous concerne aussi. Le programme devra donc poser le principe de l'autogestion de tous les secteurs et en montrer les applications en détail. Il devra rendre impossible l'accumulation de privilèges et le monopole de certains postes, qui permettent à quelques-uns d'empiéter sur les droits des autres. Mais il devra aussi reconnaître que la délégation de pouvoir est nécessaire et qu'on ne peut tout attendre de nouveaux instruments de gestion: de nouvelles formes d'organisation ne suffiront pas à éviter les conflits et à engendrer l'altruisme. Il s'agira aussi, dans notre programme, de distinguer les problèmes de gestion des firmes multinationales ou des grandes coopératives et ceux de la menuiserie de village; de prévoir de très nombreuses modalités de prise de décision dans l'économie et l'appareil d'Etat. L'Etat ne peut être «autogéré» par les seuls citoyens directement concernés par une décision; par sa nature même, il outrepasse les limites du groupe.

[1] Discours prononcé devant le congrès du Parti socialiste suisse, octobre 1981.

L'autre aspect du capitalisme place notre programme devant des problèmes plus ardus. Ici, une rupture ne signifie rien moins que tourner la page après trois cents ans d'histoire industrielle. Ici, l'introduction de nouvelles formes d'organisation, de l'autogestion, ne suffit pas; nous devons nous prononcer sur le contenu du travail. Comment nous soustraire aux contraintes de la rationalisation, des techniques nouvelles, de l'accumulation perpétuelle de capital sous la forme de machines, de béton, de productions nocives? Comment échapper à l'impitoyable concurrence internationale, aux diktats des échanges internationaux en ce qui concerne la monnaie et le taux d'intérêt? Plus important encore: comment nous libérer de la tyrannie du travail et de l'économique en général? Comment réagir alors que les lois de l'échange et de la division du travail s'étendent sans cesse à de nouveaux domaines de notre vie? Notre programme devra certes encourager les innovations techniques, là où elles soulagent les hommes, mais aussi protéger l'individu contre l'immense insécurité qui en découle. Il faudra limiter la consommation de matières premières et l'utilisation du sol, mettre un terme à la prolifération de nouvelles branches de services avec les rapports de dépendance qu'elles entraînent entre spécialistes et clients. Pour tout cela, nous avons besoin de plus de temps libre, de moins de travail. La politique du logement, celle des transports et de l'énergie doivent assurer la couverture des besoins fondamentaux, empêcher le gaspillage et favoriser l'autonomie des quartiers et de l'individu face aux états-majors des organisations économiques géantes. Il ne faudra plus engager une part aussi considérable de notre revenu national (bientôt la moitié!) dans nos échanges avec l'étranger, avec tout ce que cela implique de dépendances. Il faudra au contraire encourager une certaine autonomie de notre économie dans les régions et dans les différents secteurs d'activité, en comptant sur nos propres sources d'énergie et sur nos propres possibilités de locomotion.

Le principe formel de l'autogestion doit être retenu dans tous ces domaines; c'est un fil conducteur de notre programme (mais ça n'est pas le seul). Il reste à montrer à quoi sert cet instrument. En même temps qu'à la forme, il faut s'attacher au contenu de l'alternative que nous proposons. L'autogestion ne mettra pas fin à l'égoïsme inhérent au groupe. D'où la nécessité du cadre esquissé dans le projet de programme: s'agissant de la politique foncière, de celle des transports, de l'énergie ou de la réduction de la durée du travail, il est indispensable de s'élever au-dessus de l'intérêt des groupes. Prenons un exemple: les membres et les électeurs du PS sont moins troublés par les profits de l'industrie chimique bâloise que par ses nuisances; eh bien! l'autogestion n'y changerait rien. Le programme devra éviter par-dessus tout le piège de l'économisme. L'économie n'est pas tout. Si le capitalisme est une façon (une très mauvaise façon) d'organiser les rapports entre les hommes, cela signifie que ses principes imprègnent la culture tout entière. Il place les valeurs matérielles au-dessus de toutes les autres, il juge les hommes à leur

pouvoir économique. Notre programme ne devra en aucun cas se réduire à un abc d'économie politique progressiste. Il devra montrer comment nous pouvons soustraire certains domaines de notre vie à la loi de l'échange. Libérés de la tyrannie du travail, nous pourrons enfin maîtriser les problèmes du logement et des quartiers; nous pourrons nous consacrer à l'éducation des enfants, donner un sens aux loisirs; nous pourrons songer, méditer, développer nos sens, apprendre à nous connaître nous-mêmes. Aujourd'hui, nous attendons tout cela de spécialistes, eux aussi imbriqués dans cette production marchande à raison de quarante-quatre heures par semaine. Nous voici devenus les simples clients de planificateurs, de pédagogues, de psychologues, de travailleurs sociaux, de conseillers en tout genre. Une société autogérée qui s'affranchit de l'impératif de l'expansion s'affranchit aussi de cette armée de spécialistes chargés d'organiser à notre place notre vie sociale. C'est sous cet angle que le programme devra aborder le problème de l'Etat social: jusqu'où doit aller la substitution de services publiques à l'entraide spontanée? Et quelle place voulons-nous faire dans notre vie à une sphère de liberté, indéterminée et indéterminable? Quels postes voulons-nous laisser en blanc dans notre budget-temps?

Préciser le contenu de l'alternative que nous proposons – les différentes politiques sectorielles, l'emploi que nous voulons faire de notre temps, de notre vie, le refus de la primauté de l'économie – est bien plus explosif que de s'en tenir au principe formel de l'autogestion. Nous nous devons, vis-à-vis de nos 50 000 membres et de nos 500 000 électeurs, de nous attaquer à ces problèmes. Pour que cette alternative prenne corps, pour que les éléments d'autogestion fonctionnent, il nous faut aussi être attentifs à la dimension culturelle du changement à promouvoir. Seuls des hommes délivrés de la peur, des citoyens conscients de leurs droits et vaccinés contre le conformisme et la docilité voudront vraiment une Suisse autogérée. Et seules de telles qualités empêcheront que cette Suisse nouvelle ne redevienne bientôt une république gouvernée par quelques meneurs.

Le mot d'ordre de l'autogestion ne figurera donc pas seul en tête de notre programme. Nous continuerons à nous référer aux valeurs traditionnelles de l'humanisme socialiste: la solidarité qui libère de la peur, le courage civique, une authentique attitude libérale, la justice, la transparence. Si nous voulons que notre cause l'emporte, nous ne nous contenterons pas d'établir un programme pour des experts en organisation, mais bien pour les membres de notre parti et son électorat. Aujourd'hui, une large couche moyenne formée de gérants, de comptables, de gardiens d'immeuble, de notables locaux et d'autres représentants du secteur tertiaire l'emporte numériquement sur la classe ouvrière traditionnelle. Pour convaincre les membres de cette couche de la nécessité du changement, il faut leur montrer quelle place ils occuperont dans une nouvelle société. Ils ne possèdent ni moyens de production ni habitation propre et, même s'ils passent leurs vacances sous les tropiques, leur situation est bien plus

précaire que ne l'était celle de l'agriculteur ou du forgeron indépendant. Mais ils n'ont pas encore pris conscience de leur prolétarisation. Un programme axé sur une seule idée ferait peur à cette couche de la population, qui forme la majorité des électeurs.
D'ailleurs, nous nous duperions nous-mêmes car, encore une fois: si nous arrivions soudain au pouvoir comme nos camarades français, il nous faudrait être au clair sur le contenu de notre politique, et pas seulement sur la forme de sa mise en œuvre, sur l'autogestion. Comme les Français aujourd'hui, nous devrions savoir quelle place nous voulons faire à l'Etat, aux loisirs, au commerce extérieur, aux réformes non-économiques (droit pénal, médias, fédéralisme, éducation). Ces réformes délivrent les citoyens de la peur. Nous nous duperions nous-mêmes parce qu'en Suisse le pouvoir ne se conquiert ni ne se perd à un niveau central. Avec notre programme, il s'agit bien plutôt de donner un instrument de travail aux socialistes qui agissent à tous les niveaux de l'organisation fédérale et détiennent une parcelle de pouvoir. Nous sommes déjà en partie au pouvoir, nous occupons déjà des points stratégiques où nous pouvons commencer à donner corps à notre alternative, amorcer une transition. Nous nous duperions nous-mêmes en pensant pouvoir construire plus tard et d'un coup un système parfait. Si l'autogestion est un processus, il est indispensable que notre programme précise le contenu des étapes à franchir. Nous devons montrer où il faut opérer une rupture et où il faut amorcer une transition. Ce travail reste à faire.